ASSEMBLÉE NATIONALE

24 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N° 2733

présenté par
Mme Vidal

à l'amendement n° 862 de M. Valletoux

APRÈS L'ARTICLE 17

I. – À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« un an »

les mots :

« trois ans ».

II. – En conséquence, au même alinéa 2, substituer au montant :

« 15 000 »

le montant :

« 375 000 ».

III. – En conséquence, supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent sous-amendement vise à modifier l'amendement n° 862 créant un nouveau délit d'incitation, en remplaçant les peines initialement prévues — à savoir une peine d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende — par une peine de trois ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende.

Cette modification se justifie par la nécessité d'assurer une cohérence de l'échelle des peines au sein du code pénal, en particulier en harmonisant les sanctions prévues pour ce nouveau délit avec celles applicables à des infractions de nature et de gravité comparables, telles que l'abus de faiblesse, réprimé à l'article 223-15-2 du code pénal.

Ce sous-amendement permet d'éviter un risque de hiérarchisation implicite injustifiée entre des infractions de même intensité préjudiciable.

Par ailleurs, ce sous-amendement supprime le dernier alinéa de l'amendement initial, qui instaurait une circonstance aggravante lorsque l'infraction est commise à l'égard d'une personne en situation de vulnérabilité. Cette suppression se justifie par le fait que, dans le cadre particulier du recours à l'aide à mourir, la quasi-totalité des personnes concernées pourraient être considérées comme vulnérables au regard des critères définis par le texte. Le maintien de cette circonstance aggravante introduirait donc une forme de redondance et risquerait de créer une inégalité de traitement ou une insécurité juridique dans l'application de la loi.